



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



Page 3 :

APRES LA PROCLAMATION DE
LA REPUBLIQUE SAHRAOUI

Page 4 :

MALI : LA TUBERCULOSE,
MALADIE SOCIALE

Page 5 :

CESIRI , UN JOURNAL PUBLI-
CITAIRE POUR L'UNFM

Page 7 :

DE QUI SE MOQUENT LES CHEFS
D'ETATS MEMBRES DE L'OMVS ?

Page 8 :

FI DE LA GUERRE
EN ANGOLA

Page 10 :

IL Y A CINQ ANS LA REVOLTE
DE LA FAMINE A MADAGASCAR



prix: 1 Franc

N° : 36 — 1er mars 1976

LES TROUPES DE OULD DADDAH HORS DU SAHARA

En fidèle second de l'armée marocaine, l'armée mauritanienne a remplacé les troupes coloniales espagnoles dans le sud du Sahara occidental. Elle en utilise aussi les méthodes, en détruisant des villages et des campements, en pratiquant des assassinats dans la population civile, y compris parmi les femmes et les enfants. C'est une chose vraiment révoltante.

Il faut que tous les travailleurs, tous les chômeurs, tous les paysans pauvres, en un mot tous les opprimés mauritaniens condamnent cette guerre dans laquelle Ould Daddah entend les lancer. Cette guerre n'est pas la leur. C'est une guerre contre la liberté des sahraouis de disposer d'eux-mêmes. C'est une guerre d'annexion et d'oppression.

Ould Daddah voudrait, au nom du nationalisme, transformer les exploités de Maurotanie en complices et en exécutants de sa politique. Il voudrait faire des travailleurs, des paysans mauritaniens des geôliers du peuple sahraoui. Pas un exploité mauritanien ne peut accepter cela, de même que pas un exploité marocain ne doit accepter de s'aligner derrière la politique de Hassan II. Les organisations d'opposition qui accepteraient de cautionner sous quelque forme que ce soit la politique d'annexion des deux dictateurs, montrent par là-même qu'elles sont fondamentalement dans le même camp. Et celles qui se contentent de se taire hypocritement pour ne pas prendre position, ne valent guère mieux.

A BAS LA GUERRE DE OULD DADDAH !

A BAS LE REGIME DICTATORIAL DE OULD DADDAH !

~~LES~~ SUPPLIEES MAROCAINES ET MAURITANIENNES HORS DU SAHARA !

oo00oo

APRES LA PROCLAMATION DE LA REPUBLIQUE SAHRAOUI

Les troupes espagnoles ont officiellement quitté le sol saharien comme le prévoyaient les accords tripartites signés l'année dernière entre les colonialistes espagnols et les deux candidats à l'oppression : le Maroc et la Mauritanie.

Mais contrairement à ce qu'escomptaient le Maroc et la Mauritanie à cette époque, les événements ont pris une tournure qu'ils n'avaient pas prévue.

Même sur le plan diplomatique le Front Polisario vient de marquer des points en décidant dans la proclamation d'une République Sahraoui indépendante.

Il s'agit bien sûr d'un geste politique, dans la mesure où une grande partie du territoire sahraoui est sous occupation. Mais un geste qui a obligé les autres pays d'Afrique à se déterminer.

Si, à l'heure où nous écrivons, deux pays africains seulement ont reconnu la République Sahraoui indépendante, dix-sept ont reconnu le Front Polisario, et ont donc par là-même désavoué le Maroc et la Mauritanie. La discussion au sujet du Sahara occidental a d'ailleurs entraîné une crise grave à l'OUA, divisée sur la question.

Mais le succès diplomatique du Front Polisario repose sur un fondement solide.

C'est qu'il y a une résistance au Sahara. Et plus les jours passent plus le peuple sahraoui se donne les moyens de se défendre. Plusieurs semaines après l'invasion, les armées marocaines et mauritaniennes ne contrôlent toujours pas le pays. Elles sont harcelées par la guérilla.

Bien sûr le Front Polisario qui dirige la guérilla n'est pas une organisation socialiste. C'est une organisation nationaliste : son objectif se limite à la constitution d'un Etat national.

Même en cas de victoire du Polisario, l'Etat du Sahara occidental ne sera pas fondamentalement différent de celui de la Mauritanie ou des autres pays alentour.

Il ne faut pas que les travailleurs aient des illusions sur le Front Polisario.

Il n'en reste pas moins que le peuple sahraoui a le droit de ne pas vouloir ni de la domination marocaine, ni de la domination mauritanienne. Les révolutionnaires socialistes sont solidaires du combat du peuple sahraoui.

MALI

la tuberculose : maladie sociale

Au cours du mois de février le gouvernement malien a lancé une campagne contre la tuberculose. Chaque année, selon les chiffres officiels, 3 % de la population, soit 150 000 personnes, sont frappées par cette maladie. Un jeune malien sur deux fait une primo-infection avant l'âge de vingt ans. C'est une situation catastrophique. Elle l'est surtout pour les classes les plus pauvres de la population.

Effectivement, la tuberculose est une maladie liée à la pauvreté. Les personnes qui, faute de moyens, vivent les unes sur les autres, se nourrissent mal, et ont le corps affaibli, l'attrappent plus facilement.

La tuberculose est une maladie des pays pauvres en général : ceux dans lesquels des populations pauvres vivent dans la misère, ceux dans lesquels la sécheresse ou les famines sévissent.

Mais ce que les autorités maliennes évitent de dire, c'est que même ce qui est à leur portée, l'Etat malien ne le fait pas systématiquement. En particulier la vaccination anti-tuberculeuse de toute la population n'est pas systématique.

Sur 150 000 personnes atteintes par cette maladie, seules 2 000 sont soignées, c'est-à-dire moins de 2 %. La prévention n'existe pas. Il n'y a pas de vaccination générale. Actuellement les autorités maliennes font appel aux gestes humanitaires en mettant en circulation des timbres anti-tuberculeux.

Mais vue la corruption de tous l'appareil d'Etat il n'est même pas dit que cette collecte servira réellement au but qu'elle se propose. Elle a toutes les chances de disparaître dans les poches de ses collecteurs de fonds.

L'Etat malien n'a pas la possibilité d'éliminer la tuberculose dans la mesure où il est incapable d'assurer de meilleures conditions économiques et sociales à la population. Et ce qui est révoltant, c'est qu'il n'est même pas capable de faire ce qui est à sa portée, c'est-à-dire d'assurer la vaccination systématique de toute la population.

* * * *

* * *

*

La tuberculose, maladie répandue dans les pays sous-développés, sévit aussi dans les pays riches, là où il existe de nombreux centres hospitaliers, des sanatoriums, là où toutes les personnes sont vaccinées. Bien sûr dans des proportions beaucoup moins importantes.

Seulement, là aussi, ce sont les plus déshérités qui en sont victimes. Et en particulier ce sont les travailleurs africains et plus généralement les travailleurs émigrés qui sont touchés.

Là encore, c'est parce que les travailleurs émigrés sont les plus mal payés, ce sont ceux qui habitent les foyers taudis.

CESIRI :

UN JOURNAL PUBLICITAIRE

POUR L'UNFM

L'Union Nationale des Femmes Maliennes, organisation de femmes créée par madame Traoré, a décidé de sortir un journal mensuel qui s'intitule "Césiri".

Dans le premier numéro de ce journal l'UNFM a publié son programme adopté lors de son premier congrès de décembre 1974. En particulier l'UNFM prétend se donner pour mission de "tisser des liens solides d'amitié fraternelle entre les femmes de toutes les couches sociales et de toutes les régions." L'UNFM ajoute "qu'il faut lutter contre le sous-développement". En plus elle dit timidement qu'il faut lutter contre "la discrimination et l'oppression de la femme".

Mais en réalité, cette organisation créée par les femmes de nos dictateurs, président, ministres, hauts fonctionnaires, commandants de cercles et patrons, est une organisation de bourgeoises qui cherchent à regrouper des femmes des autres couches sociales. L'UNFM cherche à encadrer les femmes et les obliger à soutenir le gouvernement fantoche dirigé par leurs maris, en particulier Moussa Traoré, mari de la présidente de l'Union.

"Les femmes des autres couches sociales", pour employer le terme de l'UNFM, c'est-à-dire les femmes travailleuses et paysannes n'ont pas les mêmes intérêts fondamentaux que la femme de Moussa Traoré ainsi que la femme du sanguinaire Thiékoro Bakayoko, dirigeantes de cette organisation.

Pour ce qui est de l'égalité des femmes, même en paroles, l'UNFM en reste à quelques pieuses généralités. Il n'y a même pas une prise de position contre la polygamie et le mariage forcé qui se pratiquent dans les villages sous la bienveillante protection des ministres-maris de ces dames de l'UNFM.

0 On voit mal comment madame Traoré, présidente de l'UNFM, pourrait même seulement poser les revendications des femmes. Elle est sûrement opprimée mais pas de la même manière que la femme paysanne qui vient faire le bara-gnini (c'est-à-dire qui travaille) pour les hauts fonctionnaires quelques fois pour six ou sept mille francs maliens par mois, pas de la même manière que la femme qui fait le bana-bana au marché de Bamako. En particulier ces dernières sont pourchassées par la police de Moussa Traoré pour le seul fait de faire des ventes à la

sauvette. Pendant ce temps la présidente de l'UNFM fait des conférences et parle au nom des femmes.

Les femmes travailleuses et paysannes ne doivent pas compter sur l'UNFM pour leur émancipation mais elles doivent compter sur leurs frères et soeurs de classe, c'est-à-dire sur les travailleurs et travailleuses de la ville et de la campagne pour réaliser l'émancipation de la femme au Mali comme ailleurs.

Une émancipation sociale est nécessaire. Pour cela il faudra détruire les oppresseurs de l'Etat actuel dont font partie les dirigeantes de l'UNFM.

oo00oo

DE QUI SE MOQUENT
LES CHEFS D'ETAT
MEMBRES DE L'OMVS .

Depuis 1972 les chefs d'Etats membres de l'Organisation de Mise en Valeur du fleuve Sénégal, c'est-à-dire Senghor, Ould Daddah et Moussa Traoré, n'arrêtent pas de faire des discours autour du projet de construction d'un barrage sur le fleuve.

Les trois gouvernements se partagent entre eux les postes, les sinécures qu'ils ont créés pour la réalisation de ce projet.

Il y a deux mois, en décembre dernier, les trois chefs d'Etat se sont réunis et ont proclamé avec force publicité autour de l'affaire, que les travaux tant attendus commenceraient cette année.

Et voilà que le Comité Militaire fait connaître par l'intermédiaire du journal "l'Essor" que ce ne sont que les "études d'exécution" qui commencent cette année, la pose de la première pierre étant reportée à 1978, si toutefois comme l'affirme l'Essor "aucun impondérable n'intervient entre temps".

En attendant, les travaux sont repoussés, mais les sinécures demeurent. Des dizaines et des dizaines de hauts fonctionnaires dont un grand nombre sont des familiers des chefs d'Etat et des ministres continuent à toucher des salaires alors que pas une seule pierre n'a été posée pour la construction de ce barrage dont les travaux sont continuellement repoussés alors qu'il s'agit d'une oeuvre dont la nécessité est capitale pour l'économie des trois pays.

oo000oo

FIN DE LA GUERRE EN ANGOLA

La guerre en Angola s'est pratiquement terminée par la victoire du MPLA sur les autres organisations. La majorité des Etats africains ainsi que bon nombre de grandes puissances capitalistes ont fini par reconnaître le gouvernement mis en place par le MPLA.

Même les Etats-Unis sont sur le point de reconnaître l'Etat Angolais. Leur principal vassal de cette région de l'Afrique, le chef de l'Etat du Zaïre Mobutu, après avoir si longtemps combattu le MPLA, vient de se réconcilier spectaculairement avec Neto.

Sur le plan économique les Etats-Unis ont d'ores et déjà assoupli leur attitude envers l'Angola. Déjà le gouvernement américain a donné l'autorisation aux sociétés Gulf Oil et Boeing de renouer leurs liens avec le gouvernement angolais. La société pétrolière Gulf Oil a repris le paiement de ses redevances pétrolières. Et l'exploitation du champ de pétrole de Cabinda par cette société est en train de reprendre.

Ainsi l'impérialisme américain n'envisage pas d'instaurer un blocus économique vis-à-vis de l'Angola comme il l'avait fait en son temps pour Cuba ou la Chine. Peut-être parce que dans ces deux derniers cas cette pression avait été inefficace.

Surtout, si l'impérialisme américain rétablit si rapidement ses relations avec l'Angola, c'est que rien ne l'inquiète ni dans le programme du MPLA de Neto ni dans sa politique. Même pendant la durée de la guerre le MPLA proclamait que les biens privés, y compris ceux des grands trusts impérialistes, seront préservés.

En fin de compte, le MPLA ne combattait pas l'impérialisme. Il luttait simplement pour être reconnu par ce dernier comme étant le seul représentant de l'Etat angolais. Aujourd'hui, l'impérialisme américain espère à bon droit faire du gouvernement MPLA le gardien de ses intérêts en Angola. Le gardien du bon fonctionnement des puits de pétrole, des mines de diamants, des plantations de café, contre les travailleurs de ces puits, mines ou plantations.

La fin de la guerre signifie-t-elle que l'influence du FNLA et de l'UNITA est définitivement éliminée ? Cela n'est pas certain.

Les appels de Savimbi à la continuation de la lutte contre le MPLA sous forme d'une guerre de guérilla pourrait passer pour une fanfaronnade ridicule. Savimbi comme Holden se sont tellement compromis avec l'impérialisme, qu'ils ne devraient pouvoir trouver un soutien suffisamment large en Angola.

Et pourtant, il n'est pas impossible qu'ils trouvent un certain soutien sur une base ethnique. Le MPLA pourrait, certes, en menant une politique juste, en permettant aux minorités ethniques de mener une vie nationale démocratique et sans oppression, désamorcer les réactions ethniques.

Mais le MPLA n'est pas capable de mener cette politique. Il a mis en place un appareil de répression centralisé et puissant qui finalement est du même type que ceux des autres Etats africains que nous connaissons. Il a mis en place un appareil de dictature qui ne laisse pas de place à une démocratie pour la population angolaise.

Dans ces conditions l'unité de l'Angola est compromise à plus ou moins long terme, car c'est une unité maintenue et imposée par la force comme dans d'autres pays d'Afrique.

oo00oo

IL YA CINQ ANS

LA REVOLTE DE LA FAMINE A MADAGASCAR

Au mois de mars 1971 les paysans du sud de Madagascar se sont révoltés contre le gouvernement de Tsiranana, homme de paille de l'impérialisme français. A l'aide de lance-pierres, à coups de cailloux, dans plusieurs petites villes des régions de l'Androy, Mahafaly, Antanosy, les villageois ont attaqué des postes de gendarmerie et des sous-préfectures. Les paysans d'une région défavorisée ont donné l'assaut aux autorités locales, à ceux-là qui sèment la terreur dans les villages pour l'encaissement du "vililoha" sorte d'impôt obligatoire pour tous, et qui consiste à payer le simple droit d'exister.

La révolte a trouvé une direction en la personne de Monja Jaona et de son organisation le MONIMA, organisation nationaliste radicale.

La répression a été féroce. Resampa, le ministre de l'Intérieur de Tsiranana, n'a pas hésité à envoyer ses troupes : les **Forces Républicaines** de Sécurité. Ces troupes ont fait plusieurs centaines de morts. Le MONIMA a été fortement réprimé et Monja Jaona lui-même emprisonné dans la forteresse de Nossy-Lava avec 4 000 autres soupçonnés d'avoir quelques sympathies pour son parti .

C'étaient les signes précurseurs du fameux "Mai malgache" de 1972 qui mit définitivement le régime de Tsiranana à l'écart.

Les militaires qui ont pris le pouvoir à partir de ce moment ont d'ailleurs pris comme mesure immédiate de supprimer le "vililoha" et de libérer Monja Jaona. A son référendum plébiscitaire, Ramanantsoa nouveau chef d'Etat, avait ainsi pu obtenir plus de 95 % des voix, avec bien sûr la caution du MONIMA qui appelait à voter "OUI".

Et il a suffi de quelques mesures d'apaisement des militaires à l'égard des paysans et d'un langage d'un nationalisme un peu plus radical, pour que Monja Jaona devienne l'avocat des militaires nationalistes auprès des paysans.

Dans un premier temps, le MONIMA devient un parti d'opposition, un interlocuteur valable pour les différents régimes militaires qui se sont succédés depuis la chute de Tsiranana. Puis, lors du référendum récent, destiné à entériner l'accession au pouvoir du nouveau chef d'Etat Ratsiraka, le MONIMA a là encore fait voter oui.

Monja Jaona n'a pas cessé depuis lors d'accéder à la mangeoire en devenant grand patron des Coopératives Commerciales du Sud.

Aujourd'hui son parti est une des composantes que les militaires ont invitées au pouvoir à côté de l'AKFM de Richard Andriamanjato (ce dernier avait appelé le gouvernement de Tsiranana à réprimer le mouvement de mars 71).

Le MONIMA est un parti nationaliste dont le verbiage radical continué de rallier à lui une grande partie d'intellectuels malgaches. Il avait, au temps de Tsiranana une réelle autorité parmi les paysans du sud. Mais cette organisation ne représentait pas les intérêts des paysans pauvres, malgré les illusions que ces derniers avaient en elle. Sur ce plan, le MONIMA est représentatif de ces organisations nationalistes qui sont prêtes à s'appuyer sur les masses des paysans pauvres des campagnes, pour les canaliser pour s'en servir afin de faire prévaloir leur programme radical bourgeois.

Mais le MONIMA ne mit jamais fondamentalement en cause l'exploitation de l'homme par l'homme. Il a suffi que quelques militaires accomplissent quelques nationalisations de sociétés jusque là aux mains des étrangers pour que le MONIMA accepte les places que le régime lui offrait et accepte de servir de courroie de transmission entre les militaires et les paysans pauvres.

Des organisations comme le MONIMA existent dans un certain nombre de pays d'Afrique, en général à l'état embryonnaire. Elles allient le nationalisme à la démagogie envers les paysans, mais l'évolution du MONIMA rappelle que la seule chance des paysans pauvres de se libérer est l'alliance avec les travailleurs des villes, et l'existence dans la classe ouvrière d'une organisation qui ne mélange pas au nom du nationalisme, toutes les classes du pays, mais qui dit clairement que la nation est divisée en classes hostiles, et que les classes exploitées doivent vaincre les classes exploiteuses.

oo00oo

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.